



Barnier impose la destruction du service public et de ses agent·e·s : le 5 décembre tous dans la rue !

Le gouvernement Barnier, installé par un déni de la démocratie et du résultat des élections législatives, tente d'imposer un budget de l'Etat qui détruit un peu plus les services publics, réduit les droits des travailleur·se·s, précarise les étudiant·e·s et met à sac ce qu'il reste du service public de l'Enseignement supérieur.

L'université publique en banqueroute !

Avant la rentrée universitaire 60 universités sur 75 déclaraient être déficitaires. Sans prendre en compte cette situation dramatique, le gouvernement a proposé aux parlementaires un projet de loi de finances bien en dessous des besoins des universités. Dans la suite logique de la politique de destruction du service public de l'Enseignement supérieur, **le ministre Patrick Hetzel refuse de financer les universités et cherche à accroître leur déficit.** Les seuls à qui cette mort lente profite sont les établissements privés fleurissent et ne se sont jamais aussi bien portés.

Après des années à alerter sur le manque de budget dans les universités, le gouvernement a quand même fait le choix de ne pas prendre la situation au sérieux dans son projet de loi de finance. **La colère monte désormais chez les présidences d'universités qui se mobilisent massivement notamment le 3 décembre.** L'UNEF appelle les étudiant·e·s à soutenir cette date et à continuer à ce mobilisé contre la suppression de place en licence et en master et contre la sélection !

Face au déni de démocratie qu'impose Barnier et Macron : mobilisons-nous !

Les agent·e·s du service public sont attaqué·e·s par le gouvernement qui ne cesse de les pointer du doigt comme les responsables de la dette. De fait, leurs conditions de travail sont dégradées, leurs salaires ne suivent pas l'inflation et certains de leurs droits sont remis en question.

Pour tenter de faire passer son projet, Barnier négocie la veille avec l'extrême droite et le lendemain tente le passage en force à l'Assemblée nationale.

Après avoir imposé une réforme des retraites injuste et précarisante, Macron sonne son premier ministre de dégainer l'article 49.3 de la Constitution pour imposer sa volonté politique.

Face à ce déni de démocratie criant mais surtout face à la réduction de nos conquises sociales, mobilisons-nous massivement le 5 décembre aux côtés des syndicats pour nous faire entendre !